



Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 28 juillet 2000

Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Les inégalités de revenu au Canada et aux États-Unis, 1974 à 1997** 2
 Les tendances de l'évolution de la répartition du revenu au Canada et aux États-Unis ont divergé au cours de la dernière décennie, et ce, malgré la libéralisation des échanges et l'intégration accrue des économies des deux pays, selon une nouvelle étude.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Mesures de rechange, 1998-1999	4
Enquête mensuelle sur les grands détaillants, mai 2000	5
Assurance-emploi, mai 2000	6
Revenus et dépenses des conseils scolaires, 1997	7
Production et écoulement des produits du tabac, juin 2000	8
Chargements ferroviaires, période de sept jours se terminant le 30 juin 2000	8
Énergie électrique, mai 2000	9
Charbon et coke, mai 2000	9
Revue des céréales et des graines oléagineuses, mai 2000	10

NOUVEAUX PRODUITS 11

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: Août 2000 12



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Les inégalités de revenu au Canada et aux États-Unis

1974 à 1997

Les tendances de l'évolution de la répartition du revenu au Canada et aux États-Unis ont divergé au cours de la dernière décennie, et ce, malgré la libéralisation des échanges et l'intégration accrue des économies des deux pays, selon une nouvelle étude.

Le revenu moyen réel est plus élevé et s'est accru plus rapidement aux États-Unis. Parallèlement, le Canada n'a pas vu se creuser sensiblement les inégalités du revenu comme cela a été le cas aux États-Unis.

Au Canada, les inégalités (l'écart entre les riches et les pauvres) et la polarisation (le déclin de la classe moyenne) du revenu familial disponible restent à peu près stables depuis le milieu des années 1970, alors qu'aux États-Unis elles ont augmenté, et plus encore depuis le milieu des années 1980.

L'écart des revenus entre les familles canadiennes et américaines s'est creusé dans l'échelon supérieur des revenus. Aux échelons inférieurs, les familles canadiennes sont, en ce qui a trait au pouvoir d'achat, mieux favorisées que leurs voisins américains.

L'étude est intitulée «Les inégalités de revenu en Amérique du Nord: le 49^e parallèle a-t-il encore de l'importance?». Elle s'appuie sur des grandes régions géographiques pour analyser les tendances de l'évolution du revenu moyen et de la répartition des revenus de 1974 à 1997 au Canada et aux États-Unis.

Dans ses conclusions, l'étude renverse la théorie suivant laquelle l'intégration croissante des deux pays sur le plan économique a donné lieu à des tendances de répartition des revenus semblables. Les conclusions portent à croire plutôt que la répartition globale des revenus dans les deux pays présente d'importantes différences qui semblaient se renforcer, du moins jusqu'en 1997.

Les inégalités de revenu se sont renforcées davantage aux États-Unis qu'au Canada

Bien que les sociétés canadienne et américaine se ressemblent à bien des égards, les niveaux et les tendances en matière d'inégalités de revenu y ont été sensiblement différents au cours des deux dernières décennies.

Les revenus réels sont plus élevés et progressent en moyenne plus vite aux États-Unis. Cependant, les

inégalités de revenu y sont plus fortes et leur progression est plus rapide.

Sur le plan du bien-être économique, les familles canadiennes dans le quart inférieur de l'échelle des revenus étaient, en 1997 et en termes absolus, relativement favorisées par rapport aux familles américaines correspondantes.

Toutefois, les familles américaines dans la tranche du cinquième le plus élevé de l'échelle des revenus avaient un revenu disponible supérieur de 20 % à celui des familles canadiennes correspondantes. Aux tranches supérieures regroupant le dixième supérieur de l'échelle des revenus, le revenu disponible chez les ménages américains était supérieur d'environ 25 %.

En 1997, le revenu disponible chez les familles américaines composant la tranche du cinquième le plus élevé de l'échelle des revenus était en moyenne de 61 400 \$ comparativement à 50 800 \$ chez les ménages canadiens.

Dans les deux pays, les transferts de l'État ont eu un effet égalisateur appréciable sur la répartition du revenu familial. En effet, de 1974 à 1985, l'incidence du régime des transferts américain sur la répartition des revenus a été plus égalisatrice que le régime canadien. Le mouvement s'est toutefois inversé de 1985 à 1997, période durant laquelle le régime canadien a eu généralement une incidence plus marquée.

L'impôt sur le revenu et les cotisations sociales ont également eu un effet égalisateur sur la répartition du revenu familial des deux côtés de la frontière. Cet effet était cependant un peu plus important au Canada qu'aux États-Unis. Toutefois, dans les deux pays, l'impôt sur le revenu a été bien moins égalisateur que les transferts de revenu.

Le revenu moyen plus élevé aux États-Unis

En 1997, les travailleurs américains (hommes et femmes travaillant à temps plein, à temps partiel, à leur compte ou pour un employeur) ont perçu en moyenne 36 500 \$ (valeur exprimée en dollars canadiens de 1995 en parité de pouvoir d'achat), en hausse de 29,2 % par rapport à la moyenne canadienne de 28 300 \$.

Établis en 1997, ces revenus moyens ont suivi les augmentations de 14,6 % aux États-Unis de 1985 à 1997, comparativement à 5,9 % au Canada.

Les écarts constatés dans la rémunération au Canada et aux États-Unis étaient les plus prononcés pour les travailleurs à l'échelon supérieur de l'échelle des revenus. La différence dans les gains médians

– le point séparant la population en deux moitiés avec un revenu plus élevé ou plus faible – s’est révélée plus petite (13,6 %). Pour les travailleurs américains, les gains médians se fixaient à 27 500 \$ en 1997 comparativement à 24 200 \$ au Canada.

De même, le taux d’augmentation des gains médians s’est rapproché bien plus que celui de la rémunération moyenne. De 1985 à 1997, les gains médians ont augmenté de 8,7 % aux États-Unis, contre 7,7 % au Canada.

De 1974 à 1985, les inégalités et la polarisation du revenu se sont renforcées dans les deux pays, même si l’évolution s’est révélée plus prononcée au Canada qu’aux États-Unis.

Toutefois, de 1985 à 1997, ces tendances se sont complètement renversées au Canada, où l’écart entre

les gains s’est rétréci et la polarisation s’est affaiblie. Aux États-Unis, les inégalités de revenu se sont creusées, mais la polarisation s’est amoindrie, signalant ainsi la réversibilité d’un phénomène constaté il y a dix ans, à savoir la disparition des emplois pour la classe moyenne.

L’article de fond intitulé «Les inégalités de revenu en Amérique du Nord: le 49^e parallèle a-t-il encore de l’importance?» est offert en format PDF dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). Cet article sera également présenté dans le numéro d’août 2000 de *L’Observateur économique canadien*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Michael Wolfson au (613) 951-8216, Groupe de l’analyse et du développement. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Mesures de rechange

1998-1999

En 1998-1999, environ 33 173 jeunes contrevenants ont accepté de participer à des programmes de mesures de rechange en remplacement de poursuites officielles devant les tribunaux. Ce niveau n'a à peu près pas changé depuis 1997-1998. Dans 22 % des cas, les jeunes convenaient d'exécuter des travaux communautaires, par exemple d'aider un organisme à but non lucratif pendant un certain nombre d'heures. Dans 17 % des cas, ils étaient tenus de présenter des excuses à leur victime, personnellement ou par écrit. Les programmes de développement des habiletés sociales ont représenté 11 % des cas.

En ce qui concerne la participation des adultes à des mesures de rechange, six provinces ont pu fournir des données. Dans ces provinces, 13 226 adultes ont accepté de participer à des mesures de rechange en 1998-1999. Environ 44 % des adultes faisaient l'objet d'une surveillance dans le cadre de leurs mesures de rechange. Dans 19 % des cas, des délinquants adultes ont été tenus de présenter des excuses à la victime, alors que 12 % ont convenu d'exécuter divers travaux communautaires.

Les mesures de rechange sont des programmes structurés dans le cadre desquels des personnes accusées de crimes moins graves qui, autrement, seraient traduites en justice sont soumises à des mesures de rechange communautaires non judiciaires.

Il importe de mentionner que le recours aux mesures de rechange varie d'une province à l'autre. Certains contrevenants sont renvoyés à ces programmes avant d'être inculpés, alors que d'autres le sont après l'inculpation. Par conséquent, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on compare le nombre de personnes accusées qui acceptent de participer à un programme de mesures de rechange. Cela s'applique aux jeunes contrevenants et aux contrevenants adultes.

Des données sont disponibles à l'échelle nationale pour les jeunes contrevenants de 12 à 17 ans et, pour la première fois, pour les délinquants adultes dans six provinces.

L'Alberta a affiché le taux de participation le plus élevé avec 384 cas pour 10 000 jeunes de 12 à 17 ans dans la population, en hausse par rapport à 359 l'exercice précédent. Ce taux était sensiblement plus élevé que le taux national de 135 pour 10 000 jeunes. La Colombie-Britannique a enregistré le taux le

plus faible de participation de jeunes à des mesures de rechange (63 pour 10 000).

Environ 63 % des participants étaient de sexe masculin et 37 % de sexe féminin. Aussi, 60 % des jeunes étaient âgés de 15 ans ou plus. Toutefois, l'âge des contrevenants était différent selon le sexe. La participation des adolescents tendait à augmenter avec l'âge, alors que celle des adolescentes atteignait son plus haut niveau à l'âge de 15 ans, puis diminuait.

La plus forte proportion des crimes commis par des jeunes participant à des mesures de rechange avaient trait à des vols de moins de 5 000 \$ (57 %), suivis des méfaits (11 %) puis des voies de fait de niveau 1 (7 %). Même si elles sont classifiées comme violentes, les voies de fait de niveau 1 sont généralement considérées comme des crimes moins graves, car elles peuvent être définies comme une tentative ou une menace de faire usage de force physique mineure contre une autre personne. Pousser, bousculer, bloquer le passage à quelqu'un ou menacer de lui faire du mal sont des exemples de voies de fait de niveau 1.

En 1998-1999, 93 % des jeunes ont exécuté avec succès toutes les mesures dont il avait été convenu, et une autre tranche de 1 % en ont exécutées une partie. Parmi les provinces et les territoires, la proportion de jeunes qui ont terminé avec succès un programme de mesures de rechange variait de 85 % au Yukon à 95 % à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick.

Même s'ils formaient 4 % de la population des jeunes, les jeunes Autochtones représentaient 15 % des participants à des mesures de rechange. Leur participation était forte dans les provinces des Prairies qui comptent la plus forte proportion d'Autochtones. Par exemple, en Saskatchewan où les jeunes Autochtones formaient 15 % de la population de jeunes, ils représentaient 48 % des cas de mesures de rechange.

En ce qui concerne la participation des adultes à des mesures de rechange, six provinces ont pu fournir des données: l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Ces provinces représentent 32 % de la population des adultes canadiens. Encore, à cause des différences avec l'utilisation des mesures de rechange, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on compare le nombre de personnes accusées qui acceptent de participer à un programme de mesures de rechange.

Comme pour les données sur les jeunes, l'Alberta affichait le taux de participation le plus élevé,

soit 39 adultes pour 10 000, juste un peu plus du double de la moyenne de 17 pour les six provinces qui ont produit des données. Le Nouveau-Brunswick avait le taux le plus faible (quatre participants pour 10 000 adultes).

Les hommes représentaient 61 % des participants adultes. Aussi, 49 % des cas de mesures de rechange visaient des adultes âgés de 18 à 24 ans. À l'instar des jeunes, les cas comportant un vol de moins de 5 000 \$ représentaient la plus forte proportion de crimes (55 %) commis par des adultes.

Parmi les cas de mesures de rechange pour les adultes, le taux de réussite s'est élevé à environ 87 %. Une autre proportion de 6 % ont exécuté une partie de leurs mesures, tandis que seulement 7 % ont échoué.

Le *Juristat: Mesures de rechange au Canada, 1998-1999* (85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$; 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. Télécopieur: (613) 951-6615. ■

Enquête mensuelle sur les grands détaillants

Mai 2000 (données provisoires)

Les ventes de mai du groupe des grands détaillants ont atteint 6,2 milliards de dollars, en hausse de 1,8 % par rapport à mai 1999. Les changements apportés en 1999 à la composition du groupe des grands détaillants influencent la comparabilité des ventes d'une année à l'autre. C'est particulièrement le cas dans le secteur alimentaire, où plusieurs chaînes de supermarchés ont fait l'objet d'une restructuration. (Les données du présent communiqué ne sont pas désaisonnalisées.)

En mai, les trois catégories de produits qui ont réalisé les plus fortes augmentations d'une année à l'autre pour le groupe des grands détaillants sont les autres biens et services (+13,8 %), les articles d'ameublement et les appareils électroniques (+10,5 %) et les articles de santé et de soins personnels (+8,1 %).

La catégorie des autres biens et services a profité de solides ventes de carburants, d'huile et d'additifs

pour véhicules automobiles (+30,7 %, portant les ventes à 122,3 millions de dollars) et de produits du tabac et de fournitures (+11,7 %, portant les ventes à 184,6 millions de dollars). L'augmentation des prix de l'essence à la pompe et une vigoureuse demande de produits du tabac et de fournitures ont propulsé les ventes de ces gammes de produits. L'augmentation prévue d'une taxe a été mentionnée comme étant le principal facteur de la vigueur de la demande des produits du tabac de la part des consommateurs en mai.

Les ventes d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques par le groupe des grands détaillants ont atteint 769,3 millions de dollars, en hausse de 10,5 % par rapport à mai 1999. Dans cette catégorie, les ventes d'appareils électroniques (+16,5 %) par le groupe sont restées bonnes en mai, dépassant les ventes d'appareils ménagers (+12,2 %), de meubles d'intérieur (+6,0 %) et d'articles d'ameublement (+3,5 %). Les articles d'ameublement comprennent les revêtements de sol, la literie, les objets d'art et les garnitures de fenêtre.

Les ventes d'articles de santé et de soins personnels par les magasins appartenant au groupe des grands détaillants ont augmenté de 8,1 % depuis mai 1999. Les ventes de médicaments sur ordonnance et en vente libre ont affiché une robuste augmentation de 17,3 %, tandis que les ventes de produits cosmétiques, de parfums et d'autres articles de soins personnels n'ont progressé que de 1,1 %. Mai est le deuxième mois consécutif depuis janvier 1998 (premier mois pour lequel cette comparaison est possible) où l'augmentation d'une année à l'autre des ventes d'articles de santé et de soins personnels a été inférieure à 10,0 %.

En mai, les ventes de la catégorie des aliments et des boissons ont chuté de 4,0 %, tandis que celles des vêtements, des chaussures et des accessoires ont reculé de 3,4 %. De mai 1999 à mai 2000, le groupe des grands détaillants a vu sa part des ventes d'aliments et de boissons tomber de 35,2 % à 33,2 %, et sa part des ventes de vêtements, de chaussures et d'accessoires passer de 20,3 % à 19,3 %.

Pour des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3549 ou au 1 877 421-3067 (detaillantsinfo@statcan.ca). Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Fournier au (613) 951-0096, Division de la statistique du commerce. □

Ventes, par marchandises, pour le groupe des grands détaillants

	Avril 1999	Avril 2000 ^r	Avril 1999 à avril 2000	Mai 1999	Mai 2000 ^p	Mai 1999 à mai 2000
données non désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
Marchandises						
Aliments et boissons	2 077	2 159	3,9	2 151	2 065	-4,0
Vêtements, chaussures et accessoires	1 129	1 094	-3,1	1 243	1 201	-3,4
Articles d'ameublement et appareils électroniques	669	757	13,1	696	769	10,5
Articles de santé et de soins personnels	424	453	7,0	438	474	8,1
Articles et fournitures pour la maison	259	262	1,2	265	276	4,3
Articles de sport et loisirs	249	271	8,7	270	277	2,5
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	285	285	-0,2	449	476	5,9
Autres biens et services	578	612	5,9	598	681	13,8
Total	5 670	5 892	3,9	6 112	6 219	1,8

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Assurance-emploi

Mai 2000

En mai, le nombre de Canadiens (non rajusté pour tenir compte des fluctuations saisonnières) recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué de 23,3 %.

Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Avril 2000 ^p	Mai 2000 ^p	Avril à mai 2000
données non désaisonnalisées			
	var. en %		
Canada	564 780	433 430	-23,3
Terre-Neuve	42 130	32 980	-21,7
Île-du-Prince-Édouard	11 230	6 020	-46,4
Nouvelle-Écosse	33 210	25 280	-23,9
Nouveau-Brunswick	43 100	30 640	-28,9
Québec	198 740	148 790	-25,1
Ontario	111 390	88 440	-20,6
Manitoba	15 650	11 090	-29,1
Saskatchewan	14 010	8 970	-36,0
Alberta	32 300	26 620	-17,6
Colombie-Britannique	60 330	52 390	-13,2
Yukon	1 330	920	-30,8
Territoires du			
Nord-Ouest	950	850	-10,5
Nunavut	340	410	20,6

^p Données provisoires.

Le montant des prestations ordinaires versé (rajusté pour tenir compte des fluctuations

saisonniers) a augmenté de 1,8 % d'avril à mai pour atteindre 594,2 millions de dollars, pendant que le nombre de demandes reçues augmentait de 5,9 % pour atteindre 215 380.

Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada ont découvert une sous-estimation dans le calcul du nombre de bénéficiaires de l'assurance-emploi. Cette sous-estimation touche le dossier des bénéficiaires de janvier 1997 à avril 2000. En conséquence, les ministères ont convenu de corriger la sous-estimation et d'effectuer une révision dans le temps aux séries remontant à janvier 1997.

Au cours des prochains mois, les données sur le nombre de bénéficiaires dans le communiqué mensuel de l'assurance-emploi seront disponibles uniquement à l'échelon agrégé provincial et ne seront pas rajustées pour tenir compte des fluctuations saisonnières. De plus, ces séries ne seront pas disponibles dans CANSIM.

Statistiques sur l'assurance-emploi

	Mai 1999	Avril 2000	Mai 2000	Avril à mai 2000	Mai 1999 à mai 2000
données désaisonnalisées					
					var. en %
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de \$)	666,4	583,9	594,2	1,8	-10,8
Demandes reçues (en milliers)	223,5	203,4	215,4	5,9	-3,6
données non désaisonnalisées					
					var. en %
Ensemble des bénéficiaires (en milliers)	..	746,0 ^P	596,3 ^P	-20,1	..
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	..	564,8 ^P	433,4 ^P	-23,3	..
Demandes reçues (en milliers)	163,7	159,1	164,5	3,4	0,5
Montant versé (en millions de \$)	1 001,4	1 247,7	906,4	-27,4	-9,5
données cumulatives (janvier à mai)					
					1999 à 2000
					var. en %
Demandes reçues (en milliers)			1 035,6	992,3	-4,2
Montant versé (en millions de \$)			5 980,0	5 594,0	-6,5

^P Données provisoires.

.. Nombres indisponibles.

Nota: Les données provisoires sur le nombre de bénéficiaires, agrégées à l'échelon provincial pour avril et mai 2000, ont été totalisées par Développement des ressources humaines Canada et fournies à Statistique Canada. Ces données provisoires ne sont pas rajustées pour tenir compte des fluctuations saisonnières. Les utilisateurs sont aussi avisés de ne faire aucune comparaison entre ces données et toutes séries mensuelles et chronologiques déjà diffusées dans *Le Quotidien* et dans CANSIM.

Données stockées dans CANSIM: matrices 5700 à 5704 et 5707.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4090 (labour@statcan.ca), Division de la statistique du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. ■

Revenus et dépenses des conseils scolaires 1997

Les dépenses des conseils scolaires ont grimpé de 0,3 % en 1997 (en chiffres réels). L'augmentation est survenue après un repli de 0,1 % – le premier jamais observé – des dépenses des conseils scolaires en 1996. En comparaison, l'Indice des prix à la consommation a augmenté de 1,6 % en 1997.

Les 31,1 milliards de dollars dépensés par les conseils scolaires en 1997 représentaient 3,6 % du produit intérieur brut (PIB). Cela prolongeait la tendance à la baisse amorcée après 1992, année où les dépenses des conseils scolaires avaient atteint un sommet de 4,3 % du PIB.

De 1993 à 1997, les dépenses par élève équivalent temps plein sont demeurées relativement stables, s'établissant à plus de 6 800 \$. En 1997, les dépenses par élève ont augmenté ou peu varié dans la plupart des provinces et des territoires. Il y a eu des exceptions. Au Québec, un léger recul des effectifs, conjugué à une diminution relativement plus forte des dépenses, a contribué à une baisse de 5 % des dépenses par élève. Dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses par élève sont en régression depuis 1995, car les effectifs n'ont pas cessé de croître. À Terre-Neuve, les dépenses diminuent depuis 1994. Cependant, la population d'âge scolaire baisse encore plus vite, si bien que les dépenses par élève ont augmenté au cours de cette période.

Les dépenses des conseils scolaires représentent environ 85 % de l'ensemble des dépenses pour l'enseignement primaire et secondaire. Les autres catégories de dépenses pour l'enseignement primaire et secondaire comprennent les écoles privées, les écoles fédérales, les établissements d'éducation spéciale et les dépenses des ministères de l'Éducation. Environ 96 % des revenus des conseils scolaires proviennent des administrations provinciales et territoriales et des impôts locaux.

Les dépenses comprennent à la fois les dépenses d'exploitation et les dépenses d'immobilisations. Les dépenses d'exploitation sont les salaires, les avantages sociaux, les fournitures et services, les honoraires et les services contractuels, ainsi que les autres dépenses d'exploitation. Elles peuvent également être ventilées par fonction (par exemple, l'enseignement, l'administration, le transport, l'entretien).

Les données pour la période allant de 1900 à 1997 sont maintenant disponibles pour les revenus et les dépenses des conseils scolaires.

Nota: Les revenus et les dépenses des conseils scolaires sont indiqués par année civile.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 00590301, 00590302 et 00590303.

Pour des demandes de données et des extractions de CANSIM, communiquez avec Sharon Gibbs au (613) 951-1503 (*sharon-anne.gibbs@statcan.ca*), Centre de la statistique de l'éducation.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claudio Pagliarello au (613) 951-1508 (*claudio.pagliarello@statcan.ca*), Centre de la statistique de l'éducation.

Dépenses totales des conseils scolaires 1993 à 1997

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QC	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T. N.-O.	Canada
	millions de \$												
1993	562,8	123,1	770,8	589,9	6 728,3	13 142,4	1 162,2	926,2	2 884,8	3 360,6	60,8	148,3	30 460,2
1994	537,4	120,5	756,5	590,2	6 750,2	13 459,8	1 184,6	929,9	2 848,9	3 561,5	59,8	159,6	30 958,9
1995	533,3	112,8	734,5	580,6	6 758,2	13 506,8	1 193,0	937,5	2 782,4	3 695,3	64,0	164,9	31 063,3
1996	529,6	109,0	724,2	573,2	6 699,8	13 277,3	1 193,4	947,0	2 872,8	3 867,1	62,0	161,3	31 016,7
1997	512,4	115,2	743,7	577,7	6 595,5	13 243,9	1 209,0	976,0	2 982,1	3 922,2	63,6	159,8	31 101,1

Dépenses¹ par élève équivalent temps plein 1993 à 1997

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QC	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T. N.-O.	Canada
	\$												
1993	5 102	5 181	5 260	5 668	7 164	7 306	6 481	5 490	6 158	6 650	10 961	12 291	6 815
1994	5 221	5 090	5 283	5 780	7 268	7 280	6 638	5 570	5 981	6 847	10 842	13 804	6 853
1995	5 272	4 824	5 180	5 773	7 370	7 213	6 764	5 670	5 836	6 941	11 587	13 746	6 853
1996	5 323	4 610	5 134	5 786	7 372	7 098	6 786	5 740	5 987	7 092	11 913	12 390	6 844
1997	5 337	4 843	5 133	5 902	7 000	7 236	6 923	5 871	6 157	7 054	12 365	11 784	6 852

¹ Les dépenses comprennent les dépenses des conseils scolaires moins les dépenses pour l'éducation permanente, plus les contributions des provinces au fonds de pension des enseignants et les dépenses pour les services aux conseils.

Production et écoulement des produits du tabac

Juin 2000

Les livraisons de cigarettes des fabricants ont diminué en juin après de vigoureuses ventes en mai. La production a aussi diminué, mais pas autant, et les stocks étaient à la baisse parce que les livraisons ont dépassé la production.

Les livraisons de juin, se situant à 4,2 milliards de cigarettes, étaient en baisse de 10 % par rapport à mai et de 6 % par rapport à juin 1999. Du début de l'année à la fin de juin, les livraisons de 22,6 milliards de cigarettes restaient inférieures de 2 % à celles de la même période en 1999.

En juin, 3,9 milliards de cigarettes ont été fabriquées, c'est-à-dire un peu moins que le mois précédent (-1 %). La production était aussi inférieure de 4 % à celle de juin 1999. La production cumulative de 23,3 milliards de cigarettes cette année est inférieure de 10 % à celle enregistrée au cours de la même période en 1999.

Les stocks ont été réduits de façon appréciable comparativement à ceux de 1999. Ils s'établissaient

à 4,5 milliards de cigarettes à la fin de juin, en baisse de 7 % par rapport à mai et de 33 % comparativement aux stocks de clôture à la même période en 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrice 46.

Le numéro de juin 2000 de *Production et disposition des produits du tabac* (32-022-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Peter Zylstra au (613) 951-3511 (*zylspet@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Chargements ferroviaires

Période de sept jours se terminant le 30 juin 2000

La quantité de marchandises transportées en wagons complets (à l'exclusion du trafic intermodal) pendant la période de sept jours se terminant le 30 juin a augmenté de 3,6 % par rapport à la même période en 1999, pour

atteindre 6,1 millions de tonnes métriques. Le nombre de wagons chargés a augmenté de 2,9 %.

Les 564 000 tonnes métriques, dont le transport a été assuré par mode intermodal, ont été en hausse de 11,9 % par rapport à la même période en 1999. Le total cumulatif de l'année révèle une augmentation de 16,1 %.

L'ensemble du trafic a augmenté de 4,2 % pendant la période de référence. Le total cumulatif de l'année a atteint 134,5 millions de tonnes métriques, en hausse de 7,0 % par rapport à 1999.

Toutes les données cumulatives ont été révisées.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (lacroque@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0009. ■

Énergie électrique

Mai 2000

Un temps plus frais au Canada central et dans les provinces de l'Atlantique et une plus grande puissance de production des centrales hydrauliques ont mené à une hausse de la production d'électricité en mai. La production nette d'électricité a atteint 45 159 gigawatt heures (GWh), en hausse de 6,9 % comparativement à mai 1999. Les exportations ont augmenté de 22,5 % pour se fixer à 4 394 GWh, alors que les importations sont passées de 1 006 GWh à 1 365 GWh.

Une amélioration du niveau des réservoirs dans le Canada central a rendu possible une augmentation de la production d'hydroélectricité de 4,8 %, qui s'est établie à 27 576 GWh. La production d'hydroélectricité est en hausse pour un treizième mois consécutif. Cette puissance de production supplémentaire a répondu à une demande accrue en raison du temps plus froid. La production de source nucléaire a augmenté de 29,0 % pour atteindre 5 568 GWh, en partie parce que des travaux d'entretien ont eu lieu dans les centrales du Québec et du Nouveau-Brunswick en mai 1999. La production de source thermique classique a augmenté de 3,4 % pour se chiffrer à 12 015 GWh.

Les données cumulatives pour les cinq premiers mois de 2000 révèlent une production nette de 249 661 GWh, en hausse de 7,2 % comparativement à la période correspondante de 1999. Durant la même période, les exportations ont augmenté de 42,6 %, atteignant 20 030 GWh, alors que les importations ont diminué de 35,0 %, s'établissant à 4 894 GWh.

Données stockées dans CANSIM: matrices 3985 à 3999.

Le numéro de mai 2000 de *Statistiques de l'énergie électrique* (57-001-XIB, 9 \$ / 85 \$) paraîtra en août. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Serge Grenier au (613) 951-3566 (grenser@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Charbon et coke

Mai 2000

Une plus faible capacité de production reliée à des fermetures de mines a mené à une baisse de la production de charbon en mai. La production de charbon a atteint 5 868 kilotonnes, en baisse de 2,7 % par rapport à mai 1999. La production en Colombie-Britannique (destinée principalement à l'exportation) a augmenté de 4,2 % pour atteindre 2 102 kilotonnes, tandis que dans les autres provinces productrices (fournissant principalement des centrales d'énergie électrique) elle a diminué de 6,2 % pour se chiffrer à 3 766 kilotonnes. La production cumulative pour les cinq premiers mois de 2000 se chiffre à 29 841 kilotonnes, en baisse de 1,6 % par rapport à la même période en 1999.

Les exportations ont augmenté de 0,2 % en mai comparativement à mai 1999 pour se chiffrer à 2 786 kilotonnes. L'augmentation des exportations vers tous les continents a plus que compensé la diminution de 10,6 % des exportations au Japon (le plus grand consommateur de charbon canadien), lesquelles ont atteint 925 kilotonnes pendant la même période. De janvier à mai, les exportations se sont chiffrées à 14 111 kilotonnes, en hausse de 3,4 % par rapport au niveau atteint durant la même période en 1999.

En mai, la production de coke a diminué pour se situer à 276 kilotonnes, en baisse de 4,9 % par rapport à mai 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrice 9.

Le numéro de mai 2000 de *Statistiques du charbon et du coke* (45-002-XIB, 9 \$ / 85 \$) paraîtra en août. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Serge Grenier au (613) 951-3566 (grenser@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Revue des céréales et des graines oléagineuses

Mai 2000

Les données contenues dans le numéro de mai de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* sont maintenant disponibles. Il s'agit de données sur la production, les stocks, les prix au comptant et à terme, la transformation au Canada, les exportations et les livraisons des agriculteurs. On y trouve également des analyses des bilans céréaliers.

Le rapport de situation de juin, qui présente un aperçu de la conjoncture actuelle du marché, tant

au Canada qu'à l'étranger, figure également dans le numéro de mai de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XPB, 15 \$ / 149 \$; 22-007-XIB, 11 \$ / 112 \$), qui paraîtra en août. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Rick Burroughs au (613) 951-2890 (rick.burroughs@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Infomat - revue hebdomadaire, 28 juillet 2000
Numéro au catalogue: 11-002-XIF (3\$/109\$).

Infomat - revue hebdomadaire, 28 juillet 2000
Numéro au catalogue: 11-002-XPF (4\$/145\$).

Production et disposition des produits du tabac,
juin 2000
Numéro au catalogue: 32-022-XIB (5\$/47\$).

Juristat: Mesures de rechange au
Canada, 1998-1999, vol. 20, n° 6
Numéro au catalogue: 85-002-XIF (8\$/70\$).

Juristat: Mesures de rechange au
Canada, 1998-1999, vol. 20, n° 6
Numéro au catalogue: 85-002-XPF (10\$/93\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001F (English) 11-016/1954/000403



Le jeudi 5 juin 1997
Pour être informé 8 à 11 h 30


PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1999** Malgré le prix de pointe des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1999, les Canadiens ont effectué en moyenne 3,6 trajets de déplacement ou se rendre au travail en transport urbain, soit le même, le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été suivie encore une fois d'un ralentissement. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Énergie sur les emballages à court terme 10
- Aide en forme physique, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
- Productivité, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistic Canada 

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: AOÛT 2000

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
1	Perspectives du monde des affaires: industries manufacturières	Juillet 2000
1	Détermination de la peine de jeunes contrevenants au Canada	1998-1999
2	Indice de l'offre d'emploi	Juillet 2000
4	Enquête sur la population active	Juillet 2000
4	Permis de bâtir	Juin 2000
11	Indice des prix des logements neufs	Juin 2000
14	Ventes de véhicules automobiles neufs	Juin 2000
16	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Juin 2000
16	Indice composite	Juillet 2000
17	Indice des prix à la consommation	Juillet 2000
18	Commerce international de marchandises du Canada	Juin 2000
18	Commerce de gros	Juin 2000
21	Commerce de détail	Juin 2000
23	Statistiques du bétail	1 ^{er} juillet 2000
23	Assurance-emploi	Juin 2000
24	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Juin 2000
24	Emploi, rémunération et heures de travail	Juin 2000
25	Série de rapports sur les grandes cultures: estimations de la production des principales grandes au 31 juillet	2000
28	Compte des voyages internationaux	Avril-juin 2000
28	Frais de scolarité à l'université	2000-2001
29	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Juillet 2000
30	Recettes monétaires agricoles	Avril-juin 2000
30	Statistiques financières trimestrielles des entreprises	Avril-juin 2000
31	Comptes économiques et financiers nationaux	Avril-juin 2000
31	Balance des paiements internationaux	Avril-juin 2000
31	Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs	Juin 2000
